

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 10 DE LA CLD VENDREDI 14 OCTOBRE 2011

Les délégués à la CdP 10 de la CLD ont, le matin, mené un dialogue ouvert avec les OSC, sur le thème "les technologies de gestion durable des terres, y compris l'adaptation et la résilience" au cours de la matinée. L'après-midi, le Comité plénier (CP) a examiné le budget, la stratégie de communication et les mécanismes de coordination régionaux, après quoi, la plénière a adopté les recommandations du CST. Les groupes de contact se sont réunis dans la soirée.

LA PLENIERE

Le président de la CdP 10, Lee, a ouvert la plénière et les délégués ont élu Yves Guinand (Suisse) en tant que vice-président de la CdP 10 pour l'Europe occidentale et autres États, et Peter Molnar (Hongrie), comme rapporteur.

LE DIALOGUE OUVERT AVEC LES OSC : Le président Lee a ensuite ouvert l'examen du point 12 de l'ordre du jour, portant sur l'intégration d'activités d'ONG dans le programme de travail officiel de la CdP. Le secrétaire exécutif, Gnacadja, a remercié l'UE et les gouvernements de la République de Corée, de la Finlande, de l'Espagne et de la Suisse pour le soutien apporté à la participation des OSC à la CdP 10.

Présentant les conférenciers, Emmanuel Seck, de ENDA Tiers Monde, Sénégal, a salué la Convention pour la promotion de la "démocratie environnementale" et a encouragé les parties à renforcer la documentation et le partage d'expériences pratiques vécues dans la lutte contre les phénomènes de SETD.

Jaekwang Ko, du Réseau des OSC coréennes, a présenté sur les bonnes pratiques en matière de GDT dans l'Est asiatique. Soulignant que la désertification affectait des pays "non touchés", il a décrit les projets en cours en Mongolie, en République populaire démocratique de Corée et en Chine et a affirmé que la coopération, à l'échelon local, dans les domaines du reboisement et du renforcement des capacités constituait un modèle en matière de lutte contre la désertification et de promotion de la paix dans la région. Halima Slimani, du Mouvement écologique, Algérie, a mis l'accent sur les enseignements tirés d'un projet visant à régénérer la zone steppée de la région du Sud oranais, à travers la réhabilitation de l'usine de l'alpha. Se référant à des initiatives similaires en Tanzanie, au Congo et dans l'Ile Maurice, elle a appelé la CdP 10 à soutenir l'établissement d'un inventaire des plantes résistantes à la sécheresse aux fins d'améliorer la GDT dans les zones arides et de renforcer le rôle de la science dans le traitement des questions de SETD.

Cecilia Leal, de la Fundación Oasis de Vida, Colombie, a présenté des projets agro-forestiers alternatifs que son organisation a mis en œuvre dans les zones arides de la Colombie. Elle a souligné l'importance d'impliquer les communautés locales, de la fourniture d'une assistance technique et d'une formation, de la sensibilisation et de l'amélioration des moyens de subsistance des êtres humains. Maria Bivol, ONG BIOS, Moldavie, a présenté une étude réalisée en 2011 par ONG AGREX et BIOS, sur les aspects sexo-spécifiques de la GDT.

Elle a appelé à une plus grande égalité entre les sexes et à de meilleures opportunités pour les Femmes et pour les Jeunes et les Enfants dans le cadre de la GDT.

Celia Barbero, Fundación IPADE, Espagne, a suggéré d'établir un groupe intergouvernemental sur la désertification, et a demandé que la désertification soit placée sur un même pied d'égalité avec la biodiversité et le changement climatique. Elle a également présenté des initiatives et des projets en matière de GDT, que son institution a mis en place. Subrata Bhattacharyya, de Gramin Vikas Trust, Inde, a présenté un exposé sur les bonnes pratiques en matière de GDT en Inde, mettant en relief les systèmes agricoles intégrés, visant à améliorer les moyens de subsistance durables.

Dans le débat animé par la vice-présidente de la CdP 10, Sonia María González Molina (Pérou), l'ALGERIE a souligné le rôle des OSC dans le développement local et dans la sensibilisation sur les dangers de l'inaction. Le délégué des PHILIPPINES a souligné le besoin d'éviter les chevauchements entre les OSC. La JORDANIE a mis en exergue le travail des OSC dans les situations de conflits d'usage des ressources, telles que celle de l'eau rare dans les terres arides. La GUINÉE et d'autres ont souligné que les OSC sont des parties prenantes indispensables dans la lutte contre la désertification. Le Costa Rica, au nom du GRULAC, et la REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE ont encouragé le renforcement des liens entre les PFN et les OSC.

Le SENEGAL a souligné le rôle des OSC dans le traitement des questions d'équité, en particulier en faveur des femmes et des jeunes. L'ARGENTINE a déclaré que les exposés ont souligné la nécessité d'une action préventive et d'une approche intégrative, et a mis en exergue le commerce équitable comme outil pour la prévention de la dégradation des sols. L'INDE a souligné le besoin "d'augmenter" les micro-initiatives. La Finlande a souhaité en savoir davantage sur la manière dont les OSC diffuseraient leurs expériences. Faisant part de son appui aux initiatives de GDT, l'AFRIQUE DU SUD a souligné le défi que représente l'estimation de leur valeur économique. Les ETATS-UNIS ont souhaité avoir plus d'informations sur les approches visant à améliorer les liens entre la recherche et la pratique. Le TURKMENISTAN a souhaité en apprendre davantage au sujet des incitations qui sont utilisées dans d'autres projets, pour engager les populations locales dans les activités de GDT. Le délégué de l'AUSTRALIE a fait l'éloge de la contribution des OSC dans l'élaboration de politiques itératives dans son pays, citant leurs appels à une approche intégrée de gestion des eaux et des sols. Byong Hyon Kwon, Future Forest, République de Corée, a parlé du lancement d'une alliance mondiale des OSC pour renforcer la coordination des actions. Le modérateur Seck a conclu la session, encourageant la CdP 10 à adopter une décision favorable à la révision des procédures encadrant la participation des OSC dans la Convention.

EXAMEN DES RECOMMANDATIONS DU CST A L'INTENTION DE LA CDP: Vendredi soir, la séance plénière, présidée par le vice-président de la CdP, Rathore, a examiné neuf projets de décision recommandés par le CST et introduits par le président du CST, Magalhães, (ICCD/COP(10)/CST/L.1 -5, 6/ Rev.1, 7-9).

La BOLIVIE a présenté plusieurs remarques pour insertion dans le rapport de la CdP 10. La représentante a souligné que le rapport concernant l'affinement de l'ensemble des indicateurs

d'impact sur les objectifs stratégiques 1, 2 et 3 (ICCD/COP(10)/CST/2) ne devrait pas être inclus comme annexe au document ICCD/COP(10)/CST/L.1, car le manque de temps a empêché le CST d'en négocier le contenu et la portée. Elle a indiqué que les sessions de négociation ne doivent pas être tenues parallèlement aux réunions consacrées à l'adoption des décisions, et que le Secrétariat devrait veiller à la représentation de toutes les régions, lors de l'adoption des décisions. La JORDANIE a également souligné les défis posés aux petites délégations pour ce qui de la participation à des séances de travail parallèles. L'ARGENTINE a demandé au Secrétariat de lire à haute voix toutes les décisions, parce que les traductions écrites n'étaient pas disponibles.

Au sujet du programme des bourses de la Convention (ICCD/COP(10)/CST/L.4), la TANZANIE a ajouté une référence aux besoins futurs à celle des besoins actuels des parties. La JORDANIE a ajouté le terme "régionales" à institutions nationales et internationales. Au sujet des dates, lieu et programme de travail de la CST Ex-3 (ICCD/COP(10)/CST/L.6/Rev.1), l'ARGENTINE a demandé des éclaircissements sur l'implication pour le calendrier de la 2ème Conférence scientifique, en relation avec la CST Ex-3 et de la CRIC 11, et a souligné la nécessité de donner suffisamment de temps au CST pour l'examen des recommandations de la Conférence scientifique. Au sujet des mesures visant à permettre à la CLD de devenir une autorité mondiale en matière de connaissances scientifiques et techniques sur les questions de SETD (ICCD/COP(10)/CST/L.9), le CANADA a ajouté un paragraphe invitant des contributions volontaires pour le soutien du groupe de travail spécial.

Avec ces modifications et plusieurs corrections techniques, la CdP a adopté neuf décisions (ICCD/COP(10)/CST/L.1-5, 6/Rev.1, 7-9). L'ARGENTINE a reconnu les efforts du président du CST, et les délégués lui ont accordé une salve d'applaudissements.

Le vice-président Rathore a annoncé, et les délégués ont approuvé, la création d'un groupe de contact relevant du CP.

LE CP

LES PROGRAMME ET BUDGET : Le président du CP, Brown (Jamaïque), a introduit les discussions de reprise sur le programme et budget, avec les documents concernant l'exercice biennal 2012-2013 (ICCD/COP(10)/7-9), et sur le rendement financier pour le fonds d'affectation spéciale de la Convention (ICCD/COP(10)/10-20). Le directeur général du MM, Mersmann, a présenté le rapport sur la mise en œuvre du programme de travail biennal chiffré du MM (2010-2011) (ICCD/COP(10)/15).

L'ALGERIE a demandé des éclaircissements sur la répartition géographique des dépenses. Le JAPON a appelé à un budget fondé sur une croissance nominale zéro. La GUYANE a demandé des éclaircissements sur plusieurs postes budgétaires qui ont changé de manière importante entre les exercices biennaux actuels et futurs. Le SWAZILAND a suggéré que les négociations budgétaires devraient se concentrer sur les résultats souhaités, et ensuite examiner les augmentations financières particulières requises.

L'UE a souligné que les organes de la Convention devraient, dans les cycles futurs des rapports, fournir un exposé conjoint sur leurs programmes pluriannuels. La représentante a mis en exergue la nécessité de réexaminer la valeur ajoutée de toutes les lignes budgétaires, et a souligné, avec préoccupation, qu'en cas de fonds limités, le budget provisoire réduirait le financement destiné à la science et à la technologie. Le délégué des ETATS-UNIS a signalé que son pays a adopté une politique de non-croissance, et a encouragé le Secrétariat à mettre en application l'appel du Secrétaire général à une coupe budgétaire de 3% par les organismes de l'ONU.

Le TCHAD a demandé des éclaircissements sur les dépenses du MM en faveur de l'Afrique, que le rapport situe à 50% de son budget. Suite à la demande du directeur général, Mersmann, d'avoir le temps de compiler une réponse détaillée, le président du CP, Brown, a suspendu la discussion sur ce point.

LA STRATEGIE DE COMMUNICATION : Le Secrétariat a donné un aperçu des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie de communication globale (ICCD/COP(10)/2).

Plusieurs parties ont salué les efforts du Secrétariat dans la sensibilisation sur les problèmes de SETD. L'ARGENTINE a suggéré de peaufiner le message de se concentrer sur la vulnérabilité et sur la GDT des terres arides. La JORDANIE et le MEXIQUE ont appelé à la formation d'organisations médiatiques locales pour aider à amplifier le message. Le KIRGHIZISTAN et le MAROC ont appelé à la traduction du site Web de l'ONU et des matériaux de sensibilisation, respectivement en russe et en arabe. SAINTE-LUCIE a proposé de se concentrer sur le lien entre les trois Conventions de Rio et la gestion des terres pour

la qualité de l'eau. La GUINÉE-BISSAU a souligné le rôle des centres régionaux d'excellence et, appuyée par le MAROC, a demandé au Secrétariat d'assurer, en temps opportun, la diffusion de matériaux pour la Journée mondiale annuelle de lutte contre la désertification.

MECANISMES DE COORDINATION REGIONALE (MCR) : Le Secrétariat a introduit le document ICCD/COP(10)/21, sur les mécanismes visant à faciliter la coordination régionale dans le domaine de l'application de la Convention.

Le GROUPE AFRICAIN a recommandé : le renforcement du comité consultatif régional ; le renforcement des capacités des unités de coordination régionales (UCR) ; et l'élaboration de mécanismes de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre au niveau régional. L'UE a reconnu les efforts déployés par les MCR, et a fait part de sa préoccupation face à l'absence de mise en œuvre aux niveaux régional et sous-régional. Le Costa Rica, au nom du GRULAC, a mis en exergue l'importance de la consolidation des MCR à travers des comités consultatifs régionaux, et, avec la CHINE, a souligné la nécessité, pour les UCR, d'avoir un budget. La CHINE et le SWAZILAND ont souligné l'importance de donner aux UCR un mandat.

L'UKRAINE a appelé le Secrétariat et le MM à renforcer encore l'UCR relatif aux Etats d'Europe centrale et orientale de manière fondée sur les priorités régionales. GRENADE a déclaré que le mécanisme de coordination sous-régionale sera hébergé par le Réseau des Caraïbes pour le développement rural intégré. L'INDE a souligné le besoin de prévoir des options institutionnelles appropriées pour les MCR. La GUINÉE EQUATORIALE et le BANGLADESH ont souligné l'importance de la cohérence des MCR avec les réseaux de programmes thématiques. L'ETHIOPIE a souligné le renforcement des liens entre les MCR et les institutions régionales et sous-régionales. Le MAROC a déclaré que les UCR ne devraient pas avoir à compter sur des contributions volontaires.

LES GROUPES DE CONTACT

LES PLANS DE TRAVAIL ET BUDGET : Le groupe s'est accordé sur un projet de décision portant sur les plans de travail pluriannuels des institutions et organes subsidiaires de la Convention. Le Secrétariat a ensuite distribué un projet de décision portant sur le programme et budget pour l'exercice biennal 2012-2013, pour négociation. Le co-animateur Thomas Heimgartner a suggéré de discuter des trois scénarios (augmentation de 9,6%, croissance nominale zéro et croissance réelle zéro) contenus dans le document ICCD/COP(10)/8, au sujet desquels les délégués ont exprimé des préférences différentes. Le groupe poursuivra ses travaux dimanche.

LE PROCESSUS ITERATIF : Ce groupe a terminé les négociations sur la décision consacrée à l'évaluation de la Convention à l'aide des indicateurs de performance. Ils ont également examiné un projet de décision portant sur l'amélioration des procédures de communication des données, ainsi que la qualité et la forme des rapports devant être soumis à la CdP, et reprendront les travaux, dimanche.

Le MM : Différents groupes régionaux ont présenté leurs propositions concernant la structure de gouvernance pour la Convention, mais, en raison des contraintes de temps, la conduite de discussions plus approfondies a été reportée à une nouvelle réunion, dimanche.

DANS LES COULOIRS

Bien qu'ayant déjà passé de nombreuses soirées dans des groupes de contact et le CST n'ayant pas clos ses travaux avant minuit, jeudi, le centre de conférence fut animé, vendredi matin, les délégués s'étant réunis pour la séance de dialogue ouvert avec les OSC. Contrairement à la CdP 9, où les consultations des OSC ont été écartées jusqu'à l'avant-dernière journée, certains ont remarqué que les interventions et les questions de fond qui ont suivi les exposés ont rendu compte d'une véritable appréciation de la "valeur ajoutée" par les OSC quant à la stimulation de la mise en œuvre de la Convention.

Comme s'y attendaient de nombreux délégués, les commentaires émis, dans le CP, sur le budget, ont révélé l'existence de tensions entre la nécessité de mesures d'austérité dans l'économie actuelle de la lutte contre le changement climatique, et d'un financement adéquat pour la réalisation des objectifs de la CLD. Plusieurs discussions ayant été reportées au groupe de contact sur le budget, certains délégués ont rangé leurs guides de poche, reconnaissant que leur chance de découvrir Changwon, dimanche après-midi, allait être restreinte par les séances de groupe de contact.